

Perspective des **REFORMES ÉCONOMIQUES**

25 *ans* de renforcement de la démocratie à travers les réformes axées sur le marché

Juin 2009

L'intégration du Maghreb et le confinement quadrilatéral du développement

Jawad Rachami

Aperçu de l'article

- En tant que région, le Maghreb est confronté à des défis posés par :
 - la pression démographique,
 - les déficits de développement humain,
 - le changement climatique, et
 - la compétitivité mondiale.
- L'intégration régionale permettrait aux pays du Maghreb de partager leurs fardeaux et leurs avantages compétitifs en matière de développement économique et de réforme de la gouvernance.
- Les dirigeants du Maghreb doivent s'engager à coopérer de manière sérieuse et à placer les intérêts de la région au-dessus des leurs.

Pour commenter cet article, veuillez visiter le recueil du CIPE: www.cipe.org/blog



publiée par

Le Centre International pour l'Entreprise Privée

membre de la Chambre de Commerce des États Unis

1155 Fifteenth Street NW · Suite 700 · Washington, DC 20005 · États-Unis

tél: (202) 721-9200 · www.cipe.org · courriel: cipe@cipe.org

Introduction

Alors que le prix du pétrole passait le cap du siècle, un débat couvait concernant les effets des recettes démesurées des hydrocarbures sur les incitations aux réformes structurelles dans les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Les conformistes de la région MENA pointent les grands projets de travaux publics dans la région comme preuves de la modernisation et du développement. Les réformistes avertissent que les recettes des hydrocarbures masquent artificiellement les graves lacunes institutionnelles de la région et donne un second souffle à la gouvernance autoritaire et à la planification de l'État.

Si les fluctuations sur le marché du pétrole peuvent donner une bonne base corrélative pour les prévisions politiques dans les pays de l'Est de la région MENA, le même lien est moins certain pour les pays de l'Ouest, région connue sous le nom de Maghreb. En voyageant vers l'Ouest depuis la Libye vers le Maroc, l'histoire politique moderne du Maghreb est aussi complexe que contrastée. Avec deux modèles économiques distincts – les économies riches en ressources (Libye et Algérie) et les économies de services (Maroc et Tunisie) – et un éventail de systèmes politiques allant de la monarchie constitutionnelle au régime militaire, l'analyse de la situation de la région requiert un diagnostic nuancé.

En dépit de cette diversité, les résultats de développement du Maghreb ont été uniformément décevants. Malgré l'avantage géographique et les richesses naturelles, la région a uniformément échoué en termes de développement politique dans son histoire postcoloniale. Pourtant, le Maghreb peut encore émerger des conditions actuelles pour réaliser les aspirations de ses peuples. Lorsque les dirigeants nationaux commenceront à placer les intérêts de leur pays au-dessus des leurs et lorsque la région embrassera finalement la mondialisation, le Maghreb commencera à progresser sur la voie d'un développement durable et significatif.

En 1989, lorsque la révolution de velours et le mouvement Solidarność ont mis un terme au règne communiste en Tchécoslovaquie et en Pologne, il

était difficile de trouver un citoyen du Maghreb qui envisageait de chercher des opportunités économiques dans ces deux pays. À l'époque, le Maghreb exportait des fruits exotiques, et en Pologne, l'hyperinflation transformait une simple omelette en un mets délicat. Aujourd'hui, le PIB de la Pologne est supérieur à celui de tous les pays du Maghreb réunis. Sur la base de la parité des pouvoirs d'achat (PPA), un Tchèque est aujourd'hui dans une situation presque quatre fois plus avantageuse qu'un citoyen moyen au Maghreb¹.

Certes, les pays du Maghreb ont mis en œuvre des réformes prometteuses au cours de la dernière décennie, quoiqu'avec divers degrés de compétence, de profondeur et de sérieux. Il semble également que ces pays aient profité de la chute du mur de Berlin pour annoncer la reprise d'un projet postcolonial qui avait hiberné pendant plus de 30 ans : l'Union du Maghreb arabe (UMA). Les résultats de cette initiative se sont toutefois limités à une croissance timide, à des dirigeants plein d'appréhension et à des occasions ratées. Par exemple, l'UMA s'est révélée être une simple fantaisie régionale.

Si l'intégration du Maghreb avait été mise en œuvre d'une manière similaire ne serait-ce que de moitié à celle de l'UE, nous pourrions aujourd'hui écrire un article sur un homme politique d'Alger faisant campagne en faveur de l'intégration politique complète de l'UMA, sur un entrepreneur local de Casablanca inventant une technologie de correspondance des aptitudes de juste-à-temps pour une société commerciale de l'UMA, ou sur un professeur de l'université de Tunis recherchant une pièce taillée sur mesure concernant la théorie des jeux² afin d'optimiser les programmes de financement communs pour les programmes de développement au sein de l'UMA.

Au lieu de cela, vu les promesses éphémères de l'annonce de l'UMA en 1989, les pays du Maghreb ont clopiné le long d'une voie solitaire avec des résultats mitigés et des progrès limités. Le Maroc a bien progressé en matière de réforme politique et de développement des infrastructures, mais il continue à souffrir d'un énorme déficit de développement humain. La Tunisie a obtenu les résultats économiques les plus impressionnants de la région, mais elle continue à

hésiter dans le domaine des réformes politiques et des droits de l'homme. L'Algérie a récemment confirmé sa position extérieure forte du fait de l'augmentation des recettes des hydrocarbures, mais son économie est encore dominée par l'État où règne la corruption. La Libye émerge enfin de l'état de paria international et a encore beaucoup de pain sur la planche pour que ses institutions soient à un niveau propice à un développement significatif.

Une comparaison entre les pays de la région montre que les économies de services (Maroc et Tunisie) ont un avantage notable sur leurs voisins riches en pétrole (Algérie et Libye) en matière de développement du secteur privé et de liberté économique. L'ensemble de la région reste toutefois encore à la traîne d'autres économies émergentes sur plusieurs grands indicateurs économiques, sociaux et politiques, y compris le PIB par habitant, l'indice de liberté économique³ et l'indice du développement humain (IDH).

Face à ces énormes défis, les pays du Maghreb peuvent-ils se permettre de ne pas avoir d'intégration ?

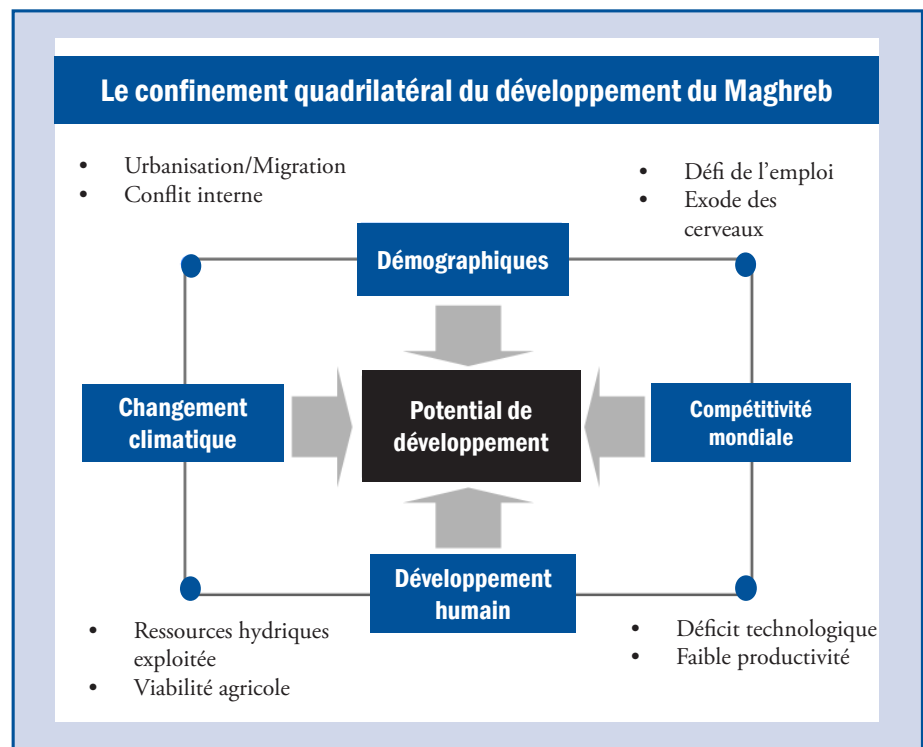
Pourquoi l'intégration régionale est-elle essentielle au développement au Maghreb ?

Le Maghreb a plus que jamais besoin d'ancrer sa stratégie de développement dans une union cohésive s'il veut surmonter son passé et progresser avec confiance vers l'avenir. Le Maghreb est confiné dans un étai quadrilatéral – pression démographique, déficits de développement humain, changement climatique et compétitivité mondiale – trop grand pour être vaincu par des réformes mises en œuvre en solitaire. Ce confinement est exacerbé par l'absence d'institutions démocratiques, un obstacle principal à l'intégration régionale.

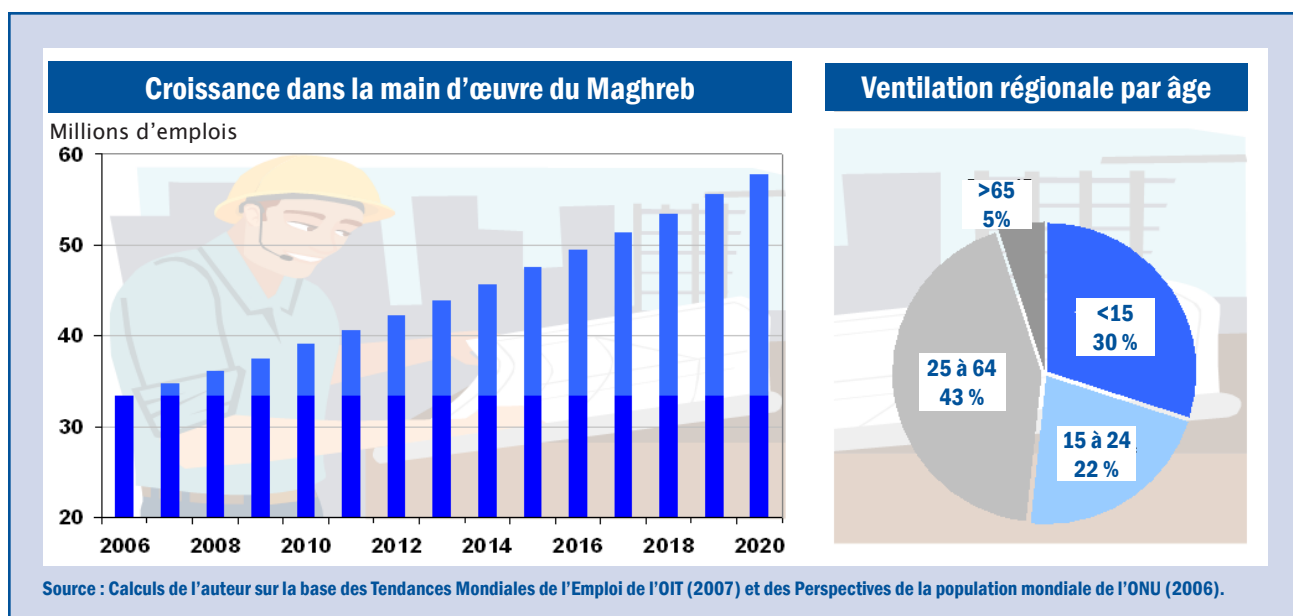
Démographie

Le Maghreb compte 81 millions d'habitants, dont l'âge moyen est de 24 ans et dont un tiers a moins de 15 ans⁴. La stabilité future dépendra de la manière dont les pressions démographiques sont gérées au sein de l'économie et des institutions de la région. Une solution-clé à ce défi est la création d'emplois. La région doit créer entre 20 et 25 millions de nouveaux emplois pour 2020 rien que pour suivre la croissance démographique⁵ – cela étant aggravé par la rigidité du marché de l'emploi local et par une rude concurrence mondiale.

Les données du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds Monétaire International (FMI) estiment le taux de chômage combiné de la région à environ 16 pour cent. Ces estimations officielles englobent en général



le taux d'emploi temporaire et surestiment souvent l'emploi des femmes dans l'agriculture rurale. En fait, les Tendances mondiales de l'emploi (GET) de 2007 publiées par l'Organisation Mondiale du Travail (OIT) montrent que la région a le plus faible taux de participation de la main-d'œuvre du monde. Les *Enquêtes locales de main-d'œuvre*⁶ font état de taux



de chômage encore plus élevés (25-30 pour cent), en particulier chez les femmes en milieu urbain et les jeunes récemment diplômés de l'université.

Le chômage en milieu urbain est particulièrement problématique dans la région car deux tiers de la population du Maghreb résident actuellement dans des villes ou à la périphérie. La région a connu une transformation au cours des trois dernières décennies, avec des flux migratoires internes renversant la dynamique démographique de la région, qui est devenue essentiellement urbaine plutôt que rurale. Cette migration interne a été précipitée par la sécheresse qui a ravagé le secteur agricole au cours de la majeure partie des années 90. La sécheresse a poussé un grand nombre de chercheurs d'emploi peu qualifiés – et souvent non scolarisés – vers les villes ou leur périphérie.

Ce modèle migratoire a créé des grandes concentrations de jeunes pauvres et désabusés en milieu urbain, conduisant souvent à une activité du secteur informel et à une immigration clandestine vers la zone euro, une situation qui pose un risque pour la stabilité interne et la sécurité internationale. Par ailleurs, de mauvais résultats économiques dans des structures sociales accablées encouragent fortement les jeunes diplômés et les professionnels à chercher des opportunités économiques ailleurs, créant un exode des cerveaux qui limite les perspectives de développement

de la région. Les envois de fonds des travailleurs ne peuvent compenser les pertes dans les investissements et l'activité économique du fait de la faible productivité totale des facteurs et de l'absorption de l'emploi.

L'intégration régionale générerait la dynamique de marché et l'économie d'échelle pour une absorption plus efficace de la main-d'œuvre totale. La région a l'occasion d'influencer ses jeunes et ses populations urbaines, ou de permettre que cette situation perdure comme un grand problème, avec des conséquences s'étendant à l'Europe voisine et au monde dans son ensemble.

Déficits de développement humain

Le déficit de développement humain de la région menace de faire pencher ce scénario de problème du mauvais côté. Selon le PNUD⁷, environ 40 pour cent de la population adulte de la région est analphabète, et près d'un tiers des jeunes en milieu urbain sont sans emploi. Ce problème est particulièrement grave au Maroc et en Mauritanie, où près de la moitié de la population est analphabète⁸.

Par ailleurs, la région souffre d'un réel déficit en termes de qualité institutionnelle de son système éducatif et de création et de diffusion de la technologie. Par exemple, l'université marocaine la plus prestigieuse (en termes de récompenses internationales, de

publications de recherche, d'articles de journaux, etc.), l'université Cadi Ayyad, occupe la 3 951^e place du classement mondial, derrière 41 autres universités de la région MENA. Par ailleurs, dans l'étude internationale de mathématique et de science de 2003, les élèves marocains de 4^e et de dernière année d'enseignement primaire ont obtenu un résultat bien inférieur à la moyenne internationale en mathématique et en science. En fait, le 95^e percentile des résultats au Maroc pour les deux matières correspond à peine au 5^e percentile des résultats en l'Estonie et en Lettonie⁹.

En dépit des progrès mesurables déployés dans la région en matière de services humains et de santé, depuis les années 60, le déficit de développement humain reste un obstacle majeur au développement du Maghreb. En 2006, le Maroc a lancé une initiative nationale pour le développement humain sous la supervision personnelle du Roi, et l'Algérie investit une partie de l'excédent des recettes des hydrocarbures dans des initiatives de développement humain. Si ces efforts sont louables, un programme régional cohésif dans le cadre d'une stratégie commune de développement économique pour l'ensemble du Maghreb constitue le meilleur moyen pour ces pays de surmonter la négligence du passé.

La mise en synergie des ressources régionales et l'appariement du développement d'aptitudes et d'opportunités réelles dans le cadre de la spécialisation régionale et de la compétitivité mondiale constituent le meilleur moyen de surmonter ces déficits de développement humain. L'urgence est grande, étant donné que le changement climatique menace la productivité à long terme de l'un des secteurs les plus exigeants en main-d'œuvre de l'économie du Maghreb.

Changement climatique

L'agriculture est le principal secteur d'emploi au Maghreb. Cela vaut particulièrement au Maroc, où 45 pour cent de la main-d'œuvre est employée dans l'agriculture¹⁰. Des conditions météorologiques défavorables ont entraîné une faible production agricole, réduisant ainsi les opportunités d'emploi et de croissance. La sécheresse au Maroc a réduit le taux

de croissance du PIB de 4 pour cent, en dépit de la reprise des secteurs non agricoles de l'économie.

La région connaît déjà des températures record supérieures à ce qui est considéré « normal » pour l'agriculture¹¹. Pire encore, le Panel intergouvernemental sur le changement climatique estime que les températures annuelles moyennes dans la région augmenteront de plus de cinq degrés pour 2100, ce qui impliquera une réduction moyenne de la production agricole de plus de 30 pour cent, selon une récente étude réalisée par l'Institut Peterson d'économie internationale. Cette étude souligne également qu'en dépit de la gravité de ces estimations, les pertes de productivité pourraient être encore plus importantes que prévues si la situation était aggravée par des invasions d'insectes, une grave sécheresse et la rareté de l'eau qui sont susceptibles d'accompagner le changement climatique¹².

L'agriculture au Maghreb souffre déjà d'un grand écart de productivité par rapport aux économies de la zone euro. La production agricole par travailleur en Espagne, par exemple, est dix fois supérieure à celle au Maghreb. Cela est dû à la lente adoption au Maghreb de la technologie, aux ressources hydriques souterraines surexploitées, à l'érosion des sols et à des infrastructures en retard¹³.

Le changement climatique n'est pas le seul obstacle au développement agricole au Maghreb : la dynamique sociale changeante et la faible capacité de production obligent la région à restructurer son économie pour relever le défi de l'emploi et jouer un rôle compétitif dans l'économie mondiale. Des approches basées sur le marché et l'optimalisation des ressources par l'intégration régionale sont également les meilleurs moyens de relever ce défi.

Compétitivité mondiale

Si le secteur agricole de la région est limité et si les structures sociales s'urbanisent de plus en plus, la clé d'un développement économique substantiel devrait alors résider dans la création d'une capacité compétitive de fabrication et de services au niveau local. En effet, en dehors des hydrocarbures, la région

reste un importateur net de produits et services. Sa part combinée du commerce mondiale, hydrocarbures compris, n'est égale qu'à celle de la République tchèque, et moins de 3 pour cent de ses exportations totales concernent des produits de technologie de pointe¹⁴. L'Algérie, par exemple, serait dans l'essence en faillite sans les hydrocarbures, qui représentent 98 pour cent de ses exportations. Sans les envois de fonds des travailleurs, le Maroc aurait un déficit courant permanent, en plus d'une économie limitée par la faible productivité et la forte sensibilité à l'externalité.

Un exemple statistique éloquent de la position non compétitive de la région est sa productivité totale des facteurs (PTF) négative et sa croissance négative en termes de production par travailleur au cours de la dernière décennie¹⁶. La PTF, qui couvre l'efficacité et la croissance de la technologie, est considérée par de nombreuses personnes comme un indicateur des moteurs réels de la croissance économique. Une faible PTF révèle comment les déficits de développement humain, la rigidité du marché de l'emploi et la gouvernance autocratique conspirent pour limiter la créativité, l'innovation, et l'esprit d'entreprise.

La région a modéré certains de ses obstacles au commerce au cours des cinq dernières années. Le Maroc mérite en particulier des félicitations pour avoir conclu avec succès un accord commercial d'association avec l'UE et un accord de libre-échange avec les États-Unis¹⁷. Cependant, les industries locales, comme le textile, luttent dans le cadre de la libéralisation du commerce car elles ne peuvent tout simplement pas concurrencer d'autres économies émergentes sur la base de la productivité de la main-d'œuvre ou de la technologie. Pour l'instant, ces industries peuvent bénéficier d'accords exclusifs de commerce bilatéral avec l'UE et les États-Unis, mais si elles ne peuvent augmenter leur compétitivité mondiale, elles échoueront probablement à long terme.

Le véritable défi ici consiste à créer une capacité d'exportation compétitive qui réponde à la demande sur le marché mondial. Toutes les économies émergentes au cours des dernières décennies – du Japon à la Chine actuelle – ont basé leur croissance sur les exportations, en mettant l'accent sur l'innovation et la productivité dans la fabrication. L'Inde est l'exception, ayant plutôt

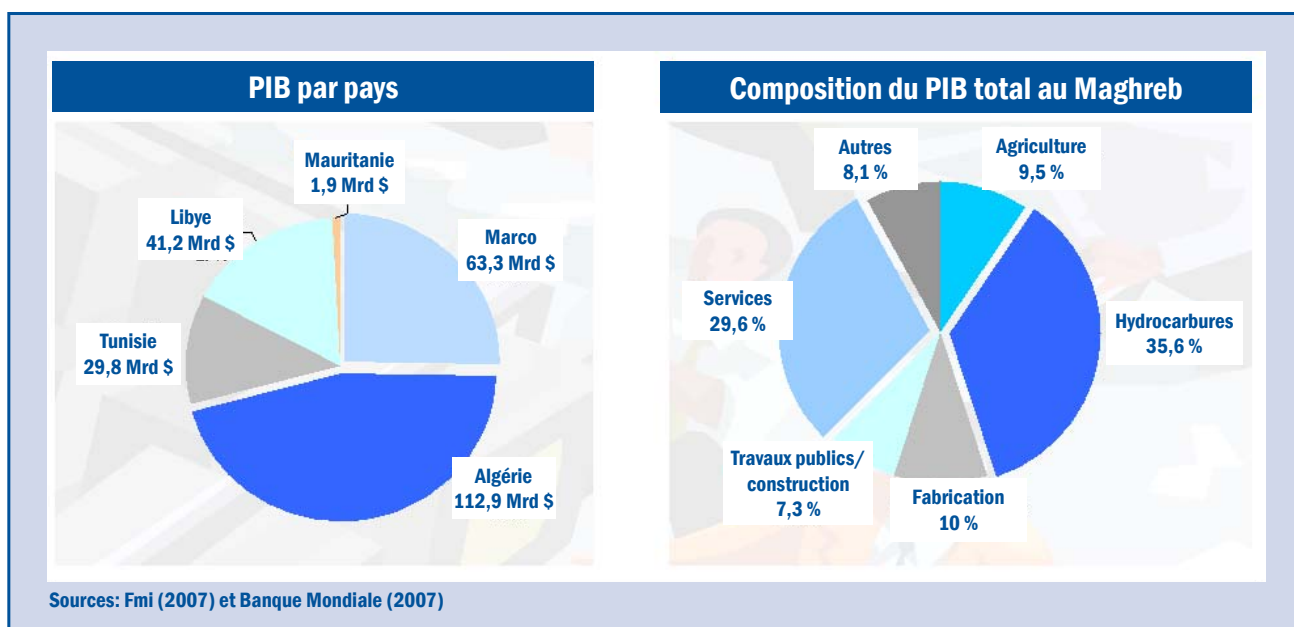
choisi de baser sa croissance sur des services mondiaux de technologie de pointe. L'idée reste la même : obtenir une croissance significative par le biais de sociétés et d'industries compétitives au niveau mondial. Le Maghreb est à la traîne d'autres économies émergentes dans ce domaine.

L'intégration régionale pourrait se prêter à la mise en œuvre d'une stratégie hybride d'exportation-croissance qui (a) place les investissements stratégiques dans les économies de services (Maroc et Tunisie) pour promouvoir des services mondiaux de technologie de pointe et (b) mise sur les ressources énergétiques pour promouvoir la fabrication compétitive à l'échelle mondiale dans le reste de la région. L'intégration créerait des mesures incitatives de marché pour la complémentarité intrarégionale du commerce, qui fait défaut au Maghreb. Elle jetterait les bases de la planification du développement d'aptitudes et de la création d'emplois. L'intégration pourrait également entraîner la diversification économique afin d'atténuer le risque de syndrome hollandais, où les pays riches en ressources souffrent d'un déclin de la compétitivité de leur secteur de la fabrication. Une étude empirique réalisée par le groupe sur le développement économique et social de la Banque Mondiale en 2006 a conclu que le Maghreb pourrait, par rapport aux tendances au statu quo, augmenter son PIB réel par habitant de 50 pour cent d'ici à 2015 par le biais d'une réforme et d'une intégration plus poussées¹⁸.

Quels sont les obstacles à une véritable intégration du Maghreb ?

Conflit territorial

Les possibilités d'une Union du Maghreb sont réelles, tout comme ses divisions. Pendant plus de trois décennies, le Maroc et l'Algérie se sont opposés dans une guerre de faible intensité pour un territoire connu sous le nom de Sahara occidental. Cela reste une contradiction fondamentale à l'intention d'intégration qu'ont exprimée les pays du Maghreb. Le conflit territorial qui oppose ces deux pays – qui représente plus de 80 pour cent de la population de la région et 70 pour cent de son activité économique – continuera à paralyser dans la pratique tout effort sérieux en vue d'une union complète.



Une question fondamentale qui sous-tend les conflits internes de la région est la préférence collective pour les idéaux nationalistes par rapport à l'imagination mondialiste. Les dirigeants nationaux doivent convaincre leurs peuples que la région est liée par des valeurs et une destinée communes, et que seule l'intégration peut donner au Maghreb une chance de s'en tirer sur les marchés mondiaux.

Il y a actuellement une ouverture dans le conflit opposant le Maroc et l'Algérie qui peut être intégrée dans le cadre d'une Union du Maghreb : le Maroc a présenté une proposition visant à accorder l'autonomie (sous la souveraineté marocaine) aux territoires disputés. Si les pays du Maghreb veulent sérieusement parvenir à une union complète, la question de la souveraineté sera finalement intégrée dans les modalités de l'Union. Cette proposition semble être compatible avec la vision à long terme d'une Union du Maghreb aux structures décentralisées.

Gouvernance et corruption

Les sociétés démocratiques sont en mesure de résoudre les conflits internes par le dialogue transparent et la prise de décisions responsable. L'absence d'institutions démocratiques au Maghreb enracine les causes de conflit et décourage le type d'imagination politique nécessaire pour former une union. Selon Freedom House, une organisation basée

aux États-Unis, le Maroc est le seul pays de la région à obtenir une note de « partiellement libre », tous les autres obtenant la qualification de « non libre ». L'une des principales conséquences du règne autoritaire est la dégradation au fil du temps d'un important levier de la gouvernance démocratique et du capitalisme de marché : la confiance.

Le Maghreb obtient également une note bien inférieure à la moyenne pour l'indice de perception de la corruption, publié par Transparency International. La corruption est malheureusement devenue un instrument de gouvernance au Maghreb. La position dominante de l'État, ses structures fermées de prise de décisions et le style autocratique ont institutionnalisé des pratiques corrompues, en particulier dans le secteur public. Par le biais des efforts concertés de la société civile, et avec l'aide des nouvelles technologies¹⁹, la corruption peut être réduite et finalement éradiquée. Le gouvernement marocain, par exemple, a récemment adopté des mesures disciplinaires à l'encontre d'agents de police qui sont apparus sur YouTube® dans des vidéos les montrant collectant des pots-de-vin de véhicules de passage.

La prévalence de l'autoritarisme et de la corruption continue à réduire la marge dont dispose les pays du Maghreb pour conclure un accord complet pour une union régionale. L'idée d'une Union du Maghreb sera reléguée à des négociations marginales tant qu'une

gouvernance démocratique ne sera pas instaurée dans la région. Pour qu'une union soit possible, les gouvernements nationaux doivent céder des pouvoirs et ranger leur cape nationaliste dans l'intérêt de la coopération régionale.

Culture politique

L'impulsion intellectuelle qui a déterminé les contours des pays modernes du Maghreb a été en grande partie empruntée des traditions du socialisme européen. Après l'indépendance, les forces politiques locales ont vendu les institutions autoritaires d'aide sociale à leurs circonscriptions en enrobant les notions révolutionnaires de populisme économique dans les principes moraux de la jurisprudence islamique.

Pourtant, les institutions politiques modernes du Maghreb tiennent certainement davantage de Jean-Paul Sartre que de l'imam Malik. Les présomptions de propriété privée et de transaction privée qui sont fondamentales pour les marchés libres sont bien ancrées dans la pratique historique et la doctrine théologique du Maghreb. Les institutions modernes ont toutefois enraciné la culture politique de la région dans une dépendance populaire à l'égard de l'État en matière d'emploi et d'assistance sociale – le résultat direct des échecs postcoloniaux en matière de gouvernance locale. Le Maroc, par exemple, a récemment traversé un processus difficile pour réduire le nombre de ses fonctionnaires, ouvrant un débat régional qui a mis en évidence à quel point l'idée de transfert de droit de l'État est considérée comme acquise au niveau régional.

Il est décevant que le Maghreb soit encore largement dominé par les contrôles d'État alors que la planification de l'État a été clairement réduite. En Algérie, le gouvernement reste le principal employeur. La résistance aux réformes de marché dans ce pays continue à se fonder sur de fausses hypothèses.

La région ne peut pas réussir à former une union efficace autour de structures gouvernementales démesurées et de contrôles stricts de l'État. La réussite de l'UE, par exemple, se base sur la liberté et la prépondérance de son secteur privé et sur la nature

transparente et démocratique de ses institutions décisionnelles. Une Union du Maghreb qui réussit à encourager le développement substantiel sera une union qui permet la créativité et l'initiative personnelles, et qui contre la tendance de la région à un contrôle de l'État.

Conclusions

Les possibilités d'une Union du Maghreb complète sont prometteuses, mais leur totale réalisation est peu probable à court terme. La région doit maximiser sa capacité à apporter un développement significatif à ses citoyens face à des pressions démographiques et au changement climatique mondial. Ces défis ne peuvent être relevés par les pays du Maghreb par le biais de réformes mises en œuvre en solitaire, ils requièrent un effort régional concerté sur une longue période. L'impossibilité de relever ces défis de manière agressive créera de gros problèmes à la région, ses voisins et au-delà.

Le Maghreb peut mettre ses économies en synergie, synchroniser ses régimes commerciaux et optimiser ses ressources pour créer une stratégie de développement basée sur les exportations dans le domaine des services et de la fabrication. La région peut, par exemple, investir dans des programmes stratégiques de développement humain et des infrastructures pour absorber la capacité économique que l'Europe ne peut accueillir du fait de la congestion ou de préoccupations environnementales. L'industrie des transports et les soins médicaux de pointe pour la population européenne vieillissante sont deux de ces domaines dans lesquels le Maghreb pourrait exceller. La région devrait investir les recettes actuelles des hydrocarbures dans la recherche mondiale en matière de durabilité environnementale, de biotechnologie, de technologies de gestion de l'eau et d'énergie renouvelable.

Le Maghreb ne peut pas se permettre 15 autres années d'auto-exclusion d'une totale intégration dans l'économie mondiale. Il ne peut continuer à masquer artificiellement ses problèmes avec les recettes qu'il tire des hydrocarbures. L'intégration dans une union régionale et les réformes connexes apporteraient d'énormes bénéfices en termes de croissance du PIB

par habitant. Ces possibilités restent bloquées dans la question de la gouvernance et de la réforme politique.

Chaque pays du Maghreb a beaucoup à gagner d'une union régionale. D'une part, les pays riches en ressources (Algérie et Libye) tireraient profit d'une économie régionale diversifiée qui atténue le risque de syndrome hollandais et permet d'accéder à des accords de libre-échange que les économies de services (Maroc et Tunisie) ont conclus. Les pays ayant une économie de services bénéficieraient à leur tour des économies d'échelle d'un accès étendu aux marchés, grâce auquel ils pourront utiliser la position extérieure forte de leurs voisins pour stimuler les investissements et renforcer la compétitivité locale.

C'est certain, une union n'apporterait pas une prospérité instantanée aux peuples du Maghreb. Il existe certains déficits graves dans le commerce intrarégional (par exemple, absence de complémentarité du commerce) et l'attrait d'investissements (par exemple, corruption institutionnalisée) qui nécessiteront une stratégie de réforme énergique et courageuse. Toutefois, une stratégie de développement ancrée dans une union régionale est le meilleur moyen pour le Maghreb de surmonter les défis de développement humain et de changement climatique auxquels il est aujourd'hui confronté.

Néanmoins, pour qu'une véritable Union du Maghreb soit ne serait-ce que possible, le conflit territorial opposant le Maroc et l'Algérie doit être réglé dans l'esprit d'intégration. Les dirigeants nationaux de la région doivent adhérer à une nouvelle approche de la gouvernance et ils doivent mettre en œuvre des réformes démocratiques et de marché substantielles. S'il y a eu un certain pas vers la reprise de l'Union du Maghreb arabe pour renforcer le commerce, le secteur financier et le cadre des affaires, un engagement politique fort de la part des dirigeants nationaux à placer les intérêts de l'Union au-dessus des leurs est nécessaire pour que la région aille au-delà de négociations marginales.

Notes

¹Données des Perspectives de l'économie mondiale pour 2007 du FMI : PPA PIB par habitant : République tchèque = 25 346 USD ; Pologne = 16 559 USD ; Maghreb = 6 547 USD. PIB : Pologne = 341 Mrd USD ; Maghreb (hydrocarbures compris) = 254 Mrd USD.

²La théorie des jeux est une branche des mathématiques appliquées souvent utilisées en économie. En 1994, le Prix Nobel a été décerné à trois personnes ayant travaillé à la théorie des jeux, dont John Nash.

³Un indice est publié chaque année par Héritage Foundation, organisation basée aux États-Unis, et par le Wall Street Journal. La Tunisie est le seul pays du Maghreb à y obtenir la qualification de « modérément libre ».

⁴Données démographiques dérivées des Perspectives de la population mondiale : La révision 2006. Les données ont été vérifiées par rapport aux données de la Banque mondiale.

⁵Données sur la main d'œuvre de l'Organisation internationale du travail (OIT). La main d'œuvre active au Maghreb est estimée à 33,4 millions. Le FMI et la Banque mondiale estiment que le Maghreb a besoin d'une croissance nette de l'emploi de 4 pour absorber sa main d'œuvre croissante.

⁶Achy, 2002.

⁷Données dérivées du Rapport sur le développement humain (2006) et du Rapport sur le développement humain dans les pays arabes (2004). Taux de chômage régional dérivé des taux des pays individuels appliqués à la main d'œuvre active.

⁸Données dérivées du Rapport sur le développement humain 2006 du PNUD. Les taux d'analphabétisme en Tunisie et en Algérie sont respectivement de 25,7 et de 30,1 pour cent.

⁹Boston College, 2003.

¹⁰Banque mondiale, 2007.

¹¹Mendelsohn, 2000.

¹²Cline, 2007.

¹³Banque mondiale, 2007.

¹⁴Banque mondiale, 2007.

¹⁵La Tunisie est le seul pays du Maghreb montrant une croissance positive (faible) de la PTF au cours des dix dernières années.

¹⁶Noland et Pack, 2007.

¹⁷L'Algérie et la Tunisie ont également conclu des accords d'association avec l'UE, mais l'accord de libre-échange entre le Maroc et les États-Unis est le seul dans la région.

¹⁸Banque mondiale, 2006.

¹⁹Les ONG et les activistes locaux utilisent de plus en plus des dispositifs multimédias portables et des services web tels que YouTube® pour mettre au jour la corruption des forces de sécurité et des fonctionnaires.

Références

- Achy L. 2002. Labor Market and Growth in Morocco. Rabat, Maroc: Institut national de statistique et d'économie appliquée. Disponible (en anglais) à : 129.3.20.41/eps/lab/papers/0512/0512007.pdf.
- Banque mondiale. 2006. Is There a New Vision for Maghreb Economic Integration? Washington, D.C.: Groupe sur le développement économique et social de la Banque mondiale. Disponible (en anglais) à : siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/Vol1JANUAR22.pdf.
- Banque mondiale. 2007. Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement. Washington, D.C.: BIRD/ Banque mondiale. Disponible à : siteresources.worldbank.org/INTRDM2008INFRE/Resources/French-version-WDR-2008-July-7.pdf.
- Boston College. 2003. Trends in International Mathematics and Science Study (TIMSS 2003). Chestnut Hill, MA: Lynch School of Education. Disponible (en anglais) à : timss.bc.edu/timss2003.html.
- Cline, W.R. 2007. Global Warming and Agriculture: Impact Estimates by Country. Washington, D.C.: Institut Peterson d'économie internationale.
- Economist. 2007. 'Algeria, Morocco, and Tunisia: Monthly Country Reports'. Londres, Royaume-Uni: Economist Intelligence Unit.
- FMI. 2007a. Algérie : Rapport des services du FMI pour les consultations de 2006 au titre de l'article IV. Washington, D.C.: Fonds monétaire international. Disponible à : www.imf.org/External/Pubs/FT/SCR/2007/fra/cr0772f.pdf.
- FMI. 2007b. Maroc : Rapport des services du FMI pour les consultations de 2007 au titre de l'article IV. Washington, D.C.: Fonds monétaire international. Disponible à : www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2007/fra/cr07323f.pdf.
- FMI. 2007c. Tunisie : Rapport des services du FMI pour les consultations de 2007 au titre de l'article IV. Washington, D.C.: Fonds monétaire international. Disponible à : www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2007/fra/cr07302f.pdf.
- Noland M. et Pack H. 2007. The Arab Economies in a Changing World. Washington, D.C.: Institut Peterson d'économie internationale.
- PNUD. 2004. Rapport sur le développement humain dans les pays arabes : Vers une liberté dans le monde arabe. New York: Programme des Nations unies pour le développement. Disponible (en anglais) à : hdr.undp.org/en/reports/regionalreports/arabstates/RBAS_ahdr2004_EN.pdf.
- PNUD. 2006. Rapport sur le développement humain 2006. Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau. New York: Programme des Nations unies pour le développement. Disponible à : hdr.undp.org/en/media/HDR_2006_FR_Complet.pdf.
- Tahari A. et al. 2007. Financial Sector Reforms and Prospects for Financial Integration in Maghreb Countries. Washington, D.C.: Fonds monétaire international.
- Williamson Oliver E. 2000. "The New Institutional Economics: Taking Stock, Looking Ahead". Journal of Economic Literature, Vol. XXXVIII (septembre 2000) pp. 595-613.

Jawad Rachami est cadre supérieur dans une société d'aérospatiale aux États-Unis. Il est titulaire de deux masters : un en science aéronautique et un autre en politique et commerce internationaux. Il a reçu un certificat de mérite de la NASA (National Aeronautics and Space Administration) pour ses contributions à la recherche fondamentale en aéronautique. M. Rachami est membre actif de l'équipe de l'industrie chargée du développement de la prochaine génération de systèmes de transport aérien. Il présente souvent des événements internationaux de l'industrie et commente à l'occasion des questions de politique internationale.

Les opinions exprimées par l'auteur sont personnelles et ne représentent pas nécessairement celles du Centre international pour l'entreprise privée. Le Centre international pour l'entreprise privée autorise la reproduction, la traduction et/ou la publication des articles originaux de ses articles de fond de la série « Réforme économique » dans la mesure où (1) l'auteur original et le CIPE sont dûment mentionnés comme sources, et où (2) le CIPE est avisé de la publication de l'article et en reçoit une copie à son bureau de Washington, par courrier, courrier électronique ou télécopie.

Le Centre International pour l'Entreprise Privée (CIPE) renforce la démocratie dans le monde par le biais de la réforme axée sur le marché et sur l'entreprise privée. Le CIPE est l'un des quatre principaux instituts du National Endowment for Democracy (NED) et est une organisation à but non lucratif affiliée à la Chambre de Commerce des États Unis. Pendant les 25 ans, le CIPE a travaillé avec des chefs d'entreprise, des décideurs politiques et des journalistes pour mettre en place les institutions civiques essentielles à une société démocratique. Les principaux domaines d'action du CIPE sont la lutte contre la corruption, la défense des politiques, les associations professionnelles, la gouvernance d'entreprise, la gouvernance démocratique, l'accès aux informations, le secteur informel et les droits de propriété, les femmes et la jeunesse.